

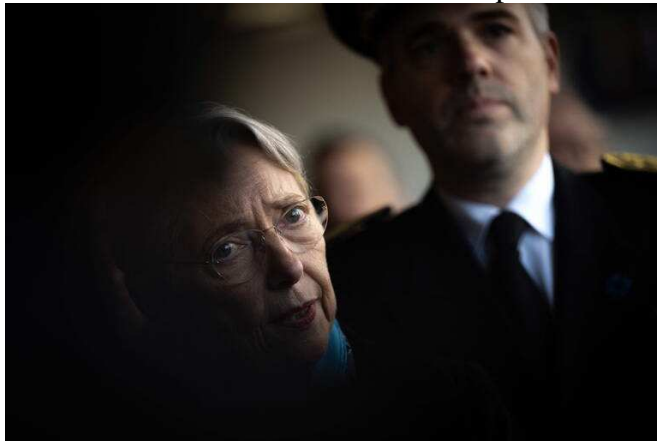
20231106 Libération

https://www.liberation.fr/politique/regularisation-dans-les-metiers-en-tension-borne-defend-une-mesure-de-bon-sens-20231106_D3AMA35CXBG3FF6NRHKRBUHIGY/

Régularisation dans les métiers en tension : Borne défend «une mesure de bon sens»

Article réservé aux abonnés

Sur France Inter ce lundi 6 novembre, la Première ministre n'a pas évoqué un retrait de cette disposition du projet de loi immigration rejetée par la droite, alors que les sénateurs commencent l'examen du texte cette après-midi.



La Première ministre, Elisabeth Borne, le vendredi 3 novembre à Caen. (Lou Benoist/AFP)

par [Laure Equy](#)

publié aujourd'hui à 10h59

Le texte, tout le texte, rien que le texte. Alors que les sénateurs doivent commencer, ce lundi après-midi, l'examen de l'inflammable projet de loi sur l'immigration, Elisabeth Borne en a défendu le principe, ce lundi 6 novembre dans la matinale de France Inter. Y compris son article 3, qui ouvre la possibilité de [régulariser des travailleurs sans papiers](#) employés dans des filières en mal de main-d'œuvre, une mesure qui continue d'épouvanter la droite. La Première ministre n'est pas prête, par contre, à acheter l'idée des sénateurs LR et centristes d'un [rétrécissement de l'aide médicale d'Etat](#) (AME), qui bénéficie aux personnes en situation irrégulière.

Certes, Emmanuel Macron, invitant les partis politiques à une nouvelle réunion à huis clos à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) le 17 novembre, a fait miroiter un possible élargissement du référendum aux questions de société. Un «*premier pas*», conviennent Les Républicains, qui réclament une consultation des électeurs sur l'immigration. Mais à quelques heures du début des hostilités au Palais du Luxembourg, chacun campe sur ses positions sur le projet de loi.

«On ne doit pas prendre des décisions sur la base de totems»

L'examen du texte a déjà été maintes fois reporté pour cause d'équation impossible : comment trouver une majorité, alors que la gauche refuse en bloc [son volet répressif](#) et que la droite agite le «*chiffon rouge*» des régularisations professionnelles ? Le retrait de ce dispositif, ou son passage par une simple circulaire, pour tenter d'attendrir LR, alimente les rumeurs

depuis plusieurs semaines. Lundi, Borne a toutefois défendu une *«mesure de bon sens largement partagée»* : *«Beaucoup d'employeurs soulignent l'utilité de cet article.»* Tout en glissant que *«la rédaction peut évoluer dans le débat parlementaire»*, la Première ministre plaide pour le maintien de cette mesure dans la loi : aujourd'hui *«une personne, même si elle est en France depuis des années, si elle travaille, si elle est bien intégrée, ne peut demander sa régularisation»*, son employeur devant s'en charger. *«Il se trouve qu'il y a besoin d'une disposition législative, conclut Borne. Cette nécessité de pouvoir demander sa régularisation me semble importante.»*

En revanche, la refonte, prônée par la droite de l'AME en une aide médicale d'urgence (AMU), bien moins protectrice, n'est pas souhaitée par la cheffe du gouvernement. Celle-ci a commandé au tandem Patrick Stefanini–Claude Evin, soit une personnalité de droite et l'autre de gauche, un rapport sur le sujet. Les conclusions doivent lui être remises début décembre. *«Il faut absolument qu'on maintienne un système qui permet de soigner les personnes qui en ont besoin et de nous protéger en termes de santé publique, a prévenu Borne. On ne doit pas prendre des décisions sur la base de totems, de symboles.»*

A lire aussi

[*Loi immigration : d'après notre sondage Viavoice, les Français peu rétifs au projet de l'exécutif Politique*](#)

5 nov. 2023abonnés

Si dans son camp, on ne voit toujours pas d'autre issue pour faire adopter ce texte que le recours au 49.3, Borne (officiellement) *«souhaite qu'on trouve une majorité»*. Abonnée aux 49.3 en cette période de débats budgétaires et scotché à son banc à l'Assemblée pour se défendre contre les motions de censure à répétition, la Première ministre tente de rappeler que *«l'essentiel des textes adoptés l'a été par des votes»*. Le saviez-vous ? semble lancer la Première ministre : *«Sur 52 textes adoptés, 49 l'ont été sans recourir au 49.3. Et pour adopter un budget, il [nous] faut cinq 49.3.»* Admettant toutefois que le passage en force du budget peut entamer le moral des troupes, Borne tente de faire entrevoir à sa majorité le bout du tunnel. *«Avec les ministres, nous souhaitons donner de la visibilité sur les trimestres à venir»*, promet-elle, envisageant des projets de loi sur le logement ou le grand âge pour 2024. D'ici là, celui sur l'immigration doit être voté le 14 novembre au Sénat, avant d'être débattu à l'Assemblée nationale, fin novembre en commission, puis à partir du 11 décembre en séance publique.